RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DE LA PREFECTURE DE VAUCLUSE

N° 053– SEPTEMBRE 2018

PUBLICATION : 10 SEPTEMBRE 2018
DIRECTEUR DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES

PAGE 1  arrêté du 10 septembre 2018 déléguant l'exercice du droit de préemption à Coopérative Soliha Méditerranée « Bâtisseurs de logements d'insertion » à Marseille pour l'acquisition d'un bien sis à Pertuis

DELEGATIONS/SUBDELEGATIONS DE SIGNATURE

PAGE 5  arrêté du 07 septembre 2018 portant subdélégation de signature de la directrice départementale de la cohésion sociale pour l'exercice des compétences générales
PAGE 24  arrêté du 07 septembre 2018 portant subdélégation de signature de la directrice départementale de la cohésion sociale pour l'ordonnancement secondaire des recettes et des dépenses imputées au budget de l'Etat
ARRÊTÉ
déléguant l'exercice du droit de préemption à
COOPERATIVE SOLIHA MEDITERRANEE
« Bâtisseurs de Logements d'Insertion » SA UES
1, chemin des grives 13013 MARSEILLE
pour l'acquisition d'un bien sis à PERTUIS,
n° 50 et 60 Place Jean Jaurès et n° 23 Rue Croze
en application de l'article L.210-1 du code de l'urbanisme

LE PRÉFET DE VAUCLUSE,
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

VU le code de la construction et de l'habitation et notamment ses articles L.302-5 à

VU le code de l'urbanisme et notamment son article L.210-1, dans sa rédaction issue
de l'article 149 de la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 ;

VU la circulaire du 21 février 2012, relative à l'exercice du droit de préemption dans
les communes ayant fait l'objet d'un constat de carence au titre de l'article L.302-9-1
du code de la construction et de l'habitation ;

VU l'arrêté préfectoral du 22 décembre 2017 prononçant la carence définie par l'article
L.302-9-1 du code de la construction et de l'habitation au titre de la période triennale
2014-2016 pour la commune de PERTUIS ;

VU la délibération n°15.URBA.329 du 15/12/2015 du conseil municipal de la commune de PERTUIS approuvant le plan local d’urbanisme (PLU) de ladite commune ;

VU la délibération n°17.DU.234 du 04/07/2017 du conseil municipal de la commune de PERTUIS approuvant la modification n°1 du plan local d’urbanisme (PLU) précité ;

VU la délibération n°15.URBA.354 du 15/12/2015 du conseil municipal de la commune de PERTUIS instaurant le droit de préemption urbain sur l’ensemble des zones urbaines et à urbaniser ;


VU la déclaration d’intention d’aliéner (DIA) souscrite par Maître CLERC Philippe, notaire à Mougins (06), représentant Madame PAGES Maryse, reçue en mairie le 4 juin 2018 et portant sur la vente d’un immeuble bâti sur terrain propre, situé n° 50 et 60 Place Jean Jaurès et n° 23 Rue Croze à PERTUIS, cadastré section BW Numéros 6 et 7, d’une superficie totale de 692 m², selon la description et les conditions détaillées dans la déclaration d’intention d’aliéner et ses annexes ;

VU la demande de visite en date du 27 juillet 2018, et réceptionnée le 31 juillet 2018 par Madame PAGES Maryse, ayant pour effet de suspendre le délai d’instruction de la DIA ;

VU le courrier de Madame PAGES Maryse, en date du 6 août 2018, et reçu le 7 août 2018 aux termes duquel cette dernière a accepté la visite de son terrain ;

VU la visite qui s’est tenue le 28 août 2018 ayant pour effet de faire repartir le délai d’instruction et de proroger ledit délai d’un mois supplémentaire, à compter de la date de visite précitée – soit une date de terme du délai d’instruction prorogée jusqu’au 28 septembre 2018 ;
CONSIDÉRANT qu’il résulte des dispositions de l’article L.210-1 alinéa 2 du code de l’urbanisme que pendant la durée d’application de l’arrêté préfectoral sus-visé prononçant la carence, le droit de préemption est exercé par le représentant de l'État dans le département lorsque l’aliénation porte sur un des biens ou droits énumérés aux 1° et 4° de l’article L.213-1 du code de l’urbanisme, affecté au logement ;

CONSIDÉRANT qu’il résulte également des dispositions de l’article L.210-1 alinéa 2 du code de l’urbanisme que le représentant de l’État peut déléguer ce droit à un des organismes agréés mentionnés à l’article L.365-2 du code de la construction et de l’habitation ;

CONSIDÉRANT que la Coopérative SOLIHA MEDITERRANEE « Bâtisseurs de Logements d’Insertion » SA UES, dont le siège social est au 1, chemin des grives 13013 MARSEILLE est agréée par arrêté ministériel du 8 février 2013, selon les articles L.365-1 et suivants et R.365-1 et suivants du code de la construction et de l’habitation ;

CONSIDÉRANT que l’acquisition par la Coopérative SOLIHA MEDITERRANEE « Bâtisseurs de Logements d’Insertion » SA UES, de ce bien, situé n° 50 et 60 Place Jean Jaurès et n° 23 Rue Croze à PERTUIS, cadastré section BW Numéros 6 et 7, d’une superficie totale de 692 m², participe à la réalisation d’opérations en lien avec la production de logements locatifs sociaux afin de favoriser et d’accélérer l’atteinte des objectifs déterminés en application du premier alinéa de l’article L.302-8 du code de la construction et de l’habitation ;

CONSIDÉRANT la prorogation du délai d’instruction de la déclaration d’intention d’aliéner jusqu’au 28 septembre 2018 ;

CONSIDÉRANT la date limite précitée pour faire part aux propriétaires de l’intention d’acquérir en application du droit de préemption ;

SUR proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture,

ARRETE

ARTICLE 1er : L’exercice du droit de préemption pour l’acquisition du bien affecté au logement défini à l’article 2 est délégué à la Coopérative SOLIHA MEDITERRANEE « Bâtisseurs de Logements d’Insertion » SA UES, dont le siège social se situe au 1, chemin des grives 13013 MARSEILLE en application de l’article L.210-1 du code de l’urbanisme.

Le bien acquis contribuera à la réalisation des objectifs déterminés en application du premier alinéa de l’article L.302-8 du code de la construction et de l’habitation.
ARTICLE 2 :
Le bien immobilier concerné par le présent arrêté se situe à PERTUIS, n° 50 et 60 Place Jean Jaurès et n° 23 Rue Croze à PERTUIS, cadastré section BW Numéros 6 et 7, d'une superficie totale de 692 m².

ARTICLE 3 :
La Coopérative SOLIHA MEDITERRANEE « Bâtisseurs de Logements d’Insertion » SA UES exercera ledit droit dans le respect des dispositions du code de l’urbanisme et autres textes en vigueur.

ARTICLE 4 :
Monsieur le secrétaire général de la préfecture de Vaucluse, Madame la sous-préfète d’Apt et Madame la directrice départementale des territoires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l’exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Vaucluse.

Fait à Avignon, le 10 SEP. 2018

[Signature]

Bertrand GAUME
ARRETE DU 07 SEPTEMBRE 2018

Portant subdélégation de signature de la directrice départementale de la cohésion sociale de Vaucluse pour l'exercice des compétences générales visées dans l'arrêté préfectoral du 04 juin 2018 donnant délégation de signature à Madame Christine MAISON, directrice départementale de la cohésion sociale de Vaucluse.

La directrice départementale de la cohésion sociale de Vaucluse,

VU le code de la santé publique, notamment ses articles R. 1421-3 et R. 1421-6 à R. 1421-12 ;
VU le code de l'action sociale et des familles ;
VU le code du sport ;
VU le code de l'éducation ;
VU le code de l'urbanisme ;
VU le code de la sécurité sociale ;
VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;
VU le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène, la sécurité et la prévention médicale dans la fonction publique ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements modifié par le décret 2008-158 du 22 février 2008 relatif à la suppléance des préfets de région et à la suppléance des préfets et des commissaires de la République en Polynésie Française et en Nouvelle Calédonie ;
VU le décret n° 2006-672 du 08 juin 2006 modifié relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif ;
VU le décret n° 2009-360 du 31 mars 2009 relatif aux emplois de direction de l'administration territoriale de l'État ;

VU le décret n° 2009-1484 du 03 décembre 2009 relatif aux directions départementales interministérielles ;

VU le décret du 09 mai 2018 publié au journal officiel du 10 mai 2018, portant nomination de M. Bertrand GAUME en qualité de préfet de Vaucluse ;

VU l'arrêté du 31 mars 2011 portant déconcentration des décisions relatives à la situation individuelle des fonctionnaires et agents non titulaires exerçant leurs fonctions dans les directions départementales interministérielles ;


VU l'arrêté préfectoral du 10 novembre 2016 portant organisation de la direction départementale de la cohésion sociale de Vaucluse ;


VU l'arrêté préfectoral du 04 juin 2018 donnant délégation de signature à Madame Christine MAISON, directrice départementale de la cohésion sociale de Vaucluse ;

VU l'arrêté du 05 juin 2018 portant subdélégation de signature de la directrice départementale de la cohésion sociale de Vaucluse pour l'exercice des compétences générales visées dans l'arrêté préfectoral du 04 juin 2018 donnant délégation de signature à Madame Christine MAISON, directrice départementale de la cohésion sociale de Vaucluse ;

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1er :** Subdélégation est donnée à Madame Judith HUSSON, directrice départementale adjointe de la DDCS de Vaucluse à l'effet de signer l'ensemble des actes, arrêtés et correspondances relevant des domaines d'intervention visés par l'arrêté préfectoral de délégation de signature du 21 août 2017 et repris en annexe du présent arrêté.

En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de Madame Christine MAISON et de Madame Judith HUSSON, la même délégation sera exercée par Monsieur Alain PAILLARD, inspecteur de la jeunesse et des sports de classe exceptionnelle.

**ARTICLE 2 :** subdélégation est donnée à Monsieur Eric ROBERT, attaché d'administration de l'État, secrétaire général, à l'effet de signer les actes et correspondances énumérés au Titre 1 - Administration générale de l'annexe du présent arrêté.
Cette subdélégation est donnée aux cadres responsables de pôle pour :
- l'octroi de congés annuels et des jours de repos au titre de l'aménagement et de la réduction du temps de travail,
- l'octroi des autorisations d'absence à l'exception de celles relatives à l'exercice du droit syndical, pour l'ensemble des personnels relevant de leur pôle.

**ARTICLE 3 :** Subdélégation est donnée aux cadres suivants à l'effet de signer les actes et correspondances énumérés au Titre 2 - Défense et sécurité des populations de l'annexe du présent arrêté :

- Monsieur Didier SAPEY-TRIOMPHE, inspecteur de la jeunesse et des sports de 1ère classe,
- Madame Christine WISLEZ, inspectrice de l'action sanitaire et sociale.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Didier SAPEY-TRIOMPHE et de Madame Christine WISLEZ, la subdélégation sera exercée par Monsieur Jean-Pierre BRAQUET, inspecteur de la jeunesse et des sports de 1ère classe.

Subdélégation est donnée à Madame Christine WISLEZ, à l'effet de signer les actes et correspondances relatifs au contrôle des établissements et services sociaux relevant des Titres 2, 3 et 4 de l'annexe du présent arrêté.

**ARTICLE 4 :** Subdélégation est donnée aux cadres suivants à l'effet de signer les actes et correspondances énumérés au Titre 2 - Accès aux droits et Protection des personnes vulnérables de l'annexe du présent arrêté :

- Monsieur Maxime LAGLEIZE, inspecteur de l'action sanitaire et sociale.
- Monsieur Jean-Pierre BRAQUET, inspecteur de la jeunesse et des sports de 1ère classe, au titre de la présidence de la commission de réforme.
- Monsieur Didier SAPEY-TRIOMPHE, inspecteur de la jeunesse et des sports de 1ère classe, au titre de la présidence de la commission de réforme.

**ARTICLE 5 :** Subdélégation est donnée aux cadres suivants à l'effet de signer les actes et correspondances énumérés au Titre 4 - Logement et Hébergement, de l'annexe du présent arrêté :

- Madame Brigitte PLANE, attachée principale d'administration de l'État.
- Madame Samira ZAIDAN, inspectrice hors-classe de l'action sanitaire et sociale et, en cas d'absence ou d'empêchement, Madame Sabine CUEVAS, attachée d'administration de l'État.
En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Samira ZAIDAN et de Madame Sabine CUEVAS, la subdélégation sera exercée par Madame Amélie GONZALES, attachée de l'administration de l'État.
ARTICLE 6 : Subdélégation est donnée aux cadres suivants à l’effet de signer les actes et correspondances énumérés au Titre 5 – Politiques éducatives et de la ville de l’annexe du présent arrêté :

- Monsieur Jean-Pierre BRAQUET, inspecteur de la jeunesse et des sports de 1ère classe,
- Madame Judith FRESCOT, attachée principale d’administration de l’État,
- En cas d’absence ou d’empêchement de Monsieur Jean-Pierre BRAQUET et de Madame Judith FRESCOT, la subdélégation sera exercée par Madame Aurélie IRLES inspectrice de l’action sanitaire et sociale.

ARTICLE 7 : L’arrêté du 5 juin 2018 portant subdélégation de signature de la directrice départementale de la cohésion sociale de Vaucluse pour l’exercice des compétences générales visées dans l’arrêté préfectoral du 4 juin 2018 donnant délégation de signature à Madame Christine MAISON, directrice départementale de la cohésion sociale de Vaucluse est abrogé ;

ARTICLE 8 : La directrice départementale de la cohésion sociale de Vaucluse, ainsi que les subdéléguées mentionnées dans cet arrêté sont chargées, chacun en ce qui le concerne, de l’exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés et publié au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de Vaucluse.

Fait à Avignon, le 07 septembre 2018

la directrice départementale de la cohésion sociale

Christine MAISON
ANNEXE DE L'ARRETE DU 07 SEPTEMBRE 2018

Portant subdélégation de signature de la directrice départementale de la cohésion sociale de Vaucluse pour les compétences générales visées dans l’arrêté préfectoral du 4 mai 2018 donnant délégation de signature à Madame Christine MAISON, directrice départementale de la cohésion sociale de Vaucluse.

Compétences générales visées dans l’arrêté de subdélégation de signature

Titre 1 – Administration générale

<table>
<thead>
<tr>
<th>DOMAINES</th>
<th>REFERENCES</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>1.1) Gestion des personnels :</td>
<td>Arrêté du 31 mars 2011 portant déconcentration des décisions relatives à la situation individuelle des fonctionnaires et agents non titulaires exerçant leurs fonctions dans les directions départementales interministérielles</td>
</tr>
<tr>
<td>- L'octroi de congés annuels, des jours de repos au titre de l’aménagement et de la réduction du temps de travail, des congés de maternité, de paternité, d’adoption et de congé bonifié ;</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>- L’octroi et le renouvellement des congés de maladie, des congés pour accident du travail ou maladie professionnelle, des congés de longue maladie; des congés de grave maladie et des congés de longue durée</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>- L’autorisation d’exercer les fonctions à temps partiel y compris pour raison thérapeutique ;</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>- Le retour dans l’exercice des fonctions à temps plein ;</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>- L’utilisation des congés accumulés sur un compte épargne temps ;</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>- L’octroi des autorisations d’absence à l’exception de celles relatives à l’exercice du droit syndical ;</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>- L’avertissement et le blâme;</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>- L’exercice d’une activité accessoire dans le cadre d’un cumul d’activité ;</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>- L’établissement et la signature des cartes d’identité de fonctionnaires et des cartes professionnelles à l’exclusion de celles qui permettent d’exercer des contrôles à l’extérieur du département et de celles concernant les emplois réglés par l’article 1er du décret n°2009-360 du 31 mars 2009 relatif aux emplois de direction de l’administration territoriale de l’État ;</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>- L’imputabilité au service des accidents de service et des accidents du travail.</td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>
Pour les fonctionnaires relevant du périmètre des ministères sociaux, les décisions relatives :
- aux disponibilités de droit et d’office sauf pour les administrateurs civils ;
- aux congés prévus aux 6° et 10° de l’article 34 de la loi n°84-16 ;
- au congé de présence parentale, au congé parental ;
- à la réintégration, après les congés mentionnés ci-dessus sans changement de département ;
- aux autorisations d’absence prévues aux articles 13 et 16 (VI) du décret n° 82-447 du 28 mai 1982 ;
- à l’attribution des droits ouverts au titre du droit individuel à la formation ;
- à l’accomplissement du service national et des périodes d’activité dans la réserve.

Pour les agents non titulaires relevant du périmètre des ministères sociaux, les décisions relatives :
- à l’attribution des droits ouverts au titre du droit individuel à la formation ;
- aux congés pour bilan de compétence, aux congés pour validation des acquis de l’expérience et aux congés pour formation professionnelle ;
- aux congés pour formation syndicale ;
- aux congés pour formation de cadres et d’animateurs pour la jeunesse ;
- aux congés de représentation ;
- aux congés non rémunérés pour raisons familiales ou personnelles prévus par le décret n°86-83 du 17 janvier 1986 ;
- aux autorisations d’absence prévues aux articles 13 et 16 (VI) du décret n° 82-447 du 28 mai 1982 ;
- au licenciement durant la période d’essai.

- La fixation du règlement intérieur d’aménagement local temps du travail et de l’organisation ;

- L’organisation et l’indemnisation des périodes d’astreintes

- L’autorisation d’exercice des activités en télétravail

L’ensemble des décisions impactant la gestion du BOP 307 ainsi que l’utilisation du compte épargne temps devront être transmises pour information au Bureau des ressources humaines de la Préfecture.

Arrêté du 27 mai 2011 portant organisation du temps de travail dans les DDI

Décret n° 2012-1046 du 17 décembre 2012 et arrêté du 17 décembre 2012

Décret n°2016-151 du 11 février 2016 et arrêté du 26 janvier 2017 portant application dans les DDI du décret n° 2016-151
1.2) Fonctionnement de la direction départementale de la cohésion sociale

- La commande de matériels, fournitures, véhicules et prestations ;
- La signature des marchés, ordres de service et toutes pièces contractuelles relatives aux travaux d'aménagement et d'entretien des biens immobiliers.

Titre 2 - Défense et Sécurité des populations,

- **DOMAINES**
  
  * Vacances adaptées organisées – contrôle des séjours*
  Instructions des demandes de séjours et suivi et contrôle de leur réalisation

- **REFERENCES**
  
  * Articles L4212-2 et R412-8 à R412-17 du code de tourisme (le décret n°2015-267 du 10 mars 2015 pour les articles R)

Protection des mineurs en centres de vacances et de loisirs

- autorisation d'ouverture d'un accueil collectif à caractère éducatif hors du domicile parental, à l'occasion des vacances scolaires, des congés professionnels et des loisirs, public ou privé, ouvert à des enfants scolarisés de moins de six ans, après avis du médecin responsable du service départemental de protection maternelle et infantile.

- enregistrement des déclarations des personnes organisant l'accueil de mineurs mentionné à l'article L 227-4 du Code de l'action sociale et des familles ainsi que celles exploitant les locaux où ces mineurs sont hébergés.

- opposition à l'organisation d'activité d'accueil en application de l'article L 227.5 du Code de l'action sociale et des familles.

- décision d'interdiction temporaire ou permanente prise à l'encontre d'une personne d'exercer une fonction particulière ou quelque fonction que ce soit auprès de mineurs accueillis, d'exploiter des locaux les accueillant ou de participer à l'organisation des accueils en application de l'article L 227-10 du code de l'action sociale et des familles.
- décision prise en urgence à l'encontre d'une personne de suspension d'exercice d'une fonction particulière ou quelque fonction que ce soit auprès de mineurs accueillis, d'exploiter des locaux les accueillant ou de participer à l'organisation des accueils en application de l'article L 227-10 du code de l'action sociale et des familles.

- injonction à toute personne qui exerce une responsabilité dans l'accueil de mineurs mentionné à l'article L 227-4 ou aux exploitants des locaux les accueillant pour mettre fin :

- aux manquements aux dispositions prévues à l'article L 227-5 ; aux risques pour la santé et sécurité physique ou morale des mineurs que présentent les conditions de leur accueil ;
- aux manquements aux dispositions relatives au projet éducatif prévues à l'article L 227-4 ;
- aux manquements aux dispositions prévues à l'article L 227-7 et à l'article L 227-10.

- décision d'interdiction ou d'interruption, de manière totale ou partielle, de l'accueil de mineurs mentionné à l'article L 227-4 ainsi que décision de fermeture temporaire ou définitive des locaux dans lesquels il se déroule, si la ou les personnes mentionnées à l'alinéa précédent n'ont pas remédié aux situations qui ont fait l'objet de l'injonction, en application de l'article L 227-11 du Code de l'action sociale et des familles.

- décision sans injonction préalable d'interdiction ou d'interruption de l'accueil de mineurs mentionné à l'article L 227-4 ou de fermeture des locaux dans lesquels il se déroule, en cas d'urgence ou lorsque que l'une des personnes mentionnées au premier alinéa de l'article L 227-11 refuse de se soumettre à la visite prévue à l'article L 227-9 en application de l'article L 227-11 du Code de l'action sociale et des familles.

- injonction à la personne morale qui organise l'accueil de mineurs mentionné à l'article L 227-4 lorsque les conditions d'accueil présentent ou sont susceptibles de présenter des risques pour la santé ou la sécurité physique ou morale des mineurs ou que sont constatés des manquements aux obligations rappelées au premier alinéa de l'article L 227-11 du Code de l'action sociale et des familles.
- décision, après avis de la commission mentionnée à l'article L 227-10, d'interdiction temporaire ou définitive d'organiser l'accueil de mineurs mentionné à l'article L 227-4 à l'encontre de la personne morale qui, après injonction, n'a pas mis fin aux dysfonctionnements constatés en application de l'article L 227-11 du Code de l'action sociale et des familles.

Encadrement des activités physiques et sportives et exploitation des établissements

- contrôle des établissements d'activités physiques et sportives :
  - opposition à l'ouverture d'un établissement qui ne remplit pas les conditions fixées en application de l'article R 322-3 du Code du sport ;
  - mise en demeure adressée à l'exploitant de l'établissement de mettre fin aux manquements aux garanties d'hygiène et de sécurité, au défaut de souscription du contrat d'assurance et aux situations exposant les pratiquants à l'utilisation de substances ou de procédés interdits avec délai imparti en application de l'article R 322-9 du Code du sport ;
  - décision de fermeture temporaire ou définitive d'un établissement si l'exploitant n'a pas donné suite à la mise en demeure ou s'il s'oppose au contrôle de l'autorité administrative en application de l'article R 322-10 du Code du sport ;
  - décision de fermeture temporaire en cas d'urgence sans mise en demeure préalable en application de l'article R 322-9 du Code du sport ;
  - décision d'ordonner une enquête pour établir les circonstances dans lesquelles est survenu un accident en application de l'article 322-8 du Code du sport ;
  - vérification de l'absence de condamnation pour crime ou certains délits des exploitants par demande aux services judiciaires de l'extrait de casier judiciaire, (bulletin n°2) en application de l'article 2 de l'arrêté du ministre de la jeunesse, des sports et de la vie associative du 27 juin 2005.

- contrôle de la profession d'éducateur d'activités physiques et sportives :
  - enregistrement de la déclaration d'activité d'éducateur sportif et délivrance de l'attestation de stagiaire en application des dispositions de l'article R 212-85 du Code du sport ;

- Articles L212-1 à L212-14 et articles L321-1 à 322-9 du Code du sport

- délivrance de la carte professionnelle d'éducateur sportif en application de l'article R 212-86 du Code du sport ;

- retrait de la carte professionnelle d'éducateur sportif de façon temporaire ou permanente à toute personne ayant fait l'objet d'une condamnation mentionnée à l'article L 212-9 ou d'une mesure mentionnée à l'article L 212-13 du Code du sport ;

- vérification de l'absence de condamnation pour crime ou certains délits par demandé aux services judiciaires de l'extrait de casier judiciaire (bulletin n°2) concernant le déclarant d'activité en application de l'article 2 et 4 de l'arrêté du ministre de la jeunesse, des sports et de la vie associative du 27 juin 2005 ;

- injonction de cesser toute activité à toute personne exerçant la profession d'éducateur sportif en méconnaissance de la loi prise en application de l'article L 212-13 du Code du sport ;

- décision prise en urgence d'interdiction temporaire d'exercice limitée à six mois de la profession d'éducateur sportif en application de l'article L 212-13 du Code du sport ;

- décision d'interdiction d'exercer, à titre temporaire ou définitif, la profession d'éducateur sportif après consultation du conseil départemental de la jeunesse, des sports et de la vie associative en application de l'article L 212-13 du Code du sport ;

- tous les actes relatifs à la composition et au fonctionnement de la formation spécialisée du conseil départemental de la jeunesse, des sports et de la vie associative en application de l'article D 212-95 du Code du sport.

**Surveillance des établissements de Ball Trap**

- enregistrement des déclarations d'ouverture des établissements effectuées en application de l'article R 322-1 du Code du sport ;

- opposition à l'ouverture d'un établissement qui ne remplit pas les conditions fixées en application de l'article 5 de l'arrêté du 17 juillet 1990.

**Arrêté interministériel intérieur-jeunesse et sport du 17 juillet 1990 relatif aux garanties de sécurité que doivent présenter les établissements d'activités physiques et sportives où sont pratiquées des activités de tir aux armes de chasse**
Autorisation préalable des manifestations publiques de boxe
- décision d'autorisation préalable des manifestations publiques de boxe prévue à l'article R 331-46 du Code du sport.

Recensement des équipements sportifs
recensement national des équipements sportifs en application de l'article L 312-2 susvisé - gestion de la déclaration à l'administration d'un équipement sportif.

Conseil départemental de la jeunesse, des sports et la vie associative
- Réunion de la formation restreinte du CDJSVA, composée des membres de l'ancien conseil départemental de la jeunesse.

Participation aux commissions consultatives départementales de sécurité et d'accessibilité

Art. R 331-46 à R 331-52 duCode du sport

Art. L 312-2 et L312-3 duCode du sport

Décret 2006-665 du 07 juin 2006 notamment son article 29 et en application du décret n°2006-672 du 8 juin 2006

Art. 11 de la loi n° 2001-624 du 17 juillet 2001 portant diverses dispositions d'ordre social, éducatif et culturel, du décret n° 2002-570 du 22 avril 2002 modifié,
<table>
<thead>
<tr>
<th>DOMAINES</th>
<th>REFERENCES</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Recours à l'encontre des bénéficiaires de l'aide sociale revenus à meilleure fortune et à l'encontre des bénéficiaires de successions, donataires ou légataires</td>
<td>Code de l'action sociale et des familles, articles L.132-8 et L.132-9</td>
</tr>
<tr>
<td>Admission en non valeur des créances de l'Etat en matière d'aide sociale individuelle non recouvrables prononcée par l'ordonnateur</td>
<td>Article 124 du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique Article L.127-1 du code de l'action sociale et des familles (aide sociale Etat individuelle)</td>
</tr>
<tr>
<td>Thème</td>
<td>Code ou legislation</td>
</tr>
<tr>
<td>----------------------------------------------------------------------</td>
<td>-------------------------------------------------------------------------------------</td>
</tr>
<tr>
<td>Décisions relatives aux demandes de remise ou réduction de dette des prestations de protection complémentaire en matière de santé versées à tort</td>
<td>Code la sécurité sociale, articles L.810-10 et R.821-23 à R.821-25</td>
</tr>
<tr>
<td>Pilotage de la domiciliation des personnes sans domicile stable et agrément des organismes procédant à l'élection de domicile</td>
<td>Code de l'action sociale et des familles, articles L.252-1, L.252-2, L.264-1 à L.264-8 et D.264-1 à D.264-15</td>
</tr>
<tr>
<td>Information du procureur de la République d'un événement survenu dans un établissement ou service autorisé par le président du conseil départemental, de nature à compromettre la santé, la sécurité ou le bien-être physique ou moral des personnes accueillies, si l'établissement ou le service accueille des majeurs bénéficiant d'une protection juridique</td>
<td>Code de l'action sociale et des familles, article L.313-13 alinéa 6</td>
</tr>
<tr>
<td>Décisions d'attribution de crédits d'intervention dans le cadre de la politique famille et jeunesse</td>
<td>Loi n°98-657 du 29 juillet 1998 relative à la lutte contre les exclusions</td>
</tr>
<tr>
<td>Décisions d'attribution de crédits d'intervention relatifs aux Établissement d'Information, de Conseil Conjugal et Familial</td>
<td>Code de la santé publique, articles L.2311-6, R.2311-3 à R.2311-5</td>
</tr>
<tr>
<td>Organisation des travaux techniques relatifs à la politique en faveur des gens du voyage</td>
<td>Loi n°2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage</td>
</tr>
</tbody>
</table>
| Gestion de la commission de réforme et du comité médical | Loi n°2012-347 du 12 mars 2012 ;
Décret n°86-442 du 14 mars 1986 ;
Décret n°87-602 du 30 juillet 1987 ;
Décret n°88-386 du 19 avril 1988 ;
Arrêté du 4 août 2004 relatif aux commissions de réforme des agents de la fonction publique territoriale et de la fonction publique hospitalière. |
<table>
<thead>
<tr>
<th></th>
<th></th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Présidence de la commission de réforme</td>
<td>Décret n°86-442 du 14 mars 1986</td>
</tr>
<tr>
<td>Décision d’attribution des cartes mobilité inclusion (CMI) mention «stationnement» pour organismes utilisant un véhicule destiné au transport collectif des personnes handicapées</td>
<td>Code de l’action sociale et des familles, articles L.241-3 et R.241-21</td>
</tr>
<tr>
<td>Décision d’attribution des cartes de stationnement pour personnes handicapées pour les demandes formulées avant le 1er juillet 2017</td>
<td>Code de l’action sociale et des familles, articles L.241-3-2, et R.241-16 dans leur rédaction antérieure au 1er janvier 2017</td>
</tr>
</tbody>
</table>
| Pilotage de la politique en faveur des personnes handicapées dont l’Allocation Adultes Handicapés (AAH) et participations aux instances suivantes:  
- Commission Départementale de l’Autonomie des Personnes Handicapées (CDAPH)  
- Fonds Départemental de Compensation (FDC)  
- Conseil Départemental de la Citoyenneté et de l’Autonomie (CDCA) | Code de la sécurité sociale, articles L.821-1 à L.821-8, R.821-1 à R.821-9, D.821-1 à D.821-11 (AAH);  
Code de l’action sociale et des familles, articles L.241-5 à L.241-11, R.241-24 à R.241-34 (CDAPH);  
Code de l’action sociale et des familles, article L.146-5 (FDC);  
Code de l’action sociale et des familles, articles L.149-1, D.149-1 à D.149-13 (CDCA). |
| Emplois de direction des établissements sociaux et médico-sociaux relevant de la fonction publique hospitalière  
- procédures de recrutement et de nomination  
- procédures d’évaluation et d’attribution de régimes indemnitaires  
Décret 2012-749 du 9 mai 2012 relatif à la prime de fonction et de résultat des corps ou emplois fonctionnels des personnels de direction |
<table>
<thead>
<tr>
<th></th>
<th></th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Gestion du contingent préfectoral pour le logement des fonctionnaires</td>
<td>Code de la construction, articles L.441-1 et R.441-5</td>
</tr>
</tbody>
</table>

**Titre 4 - Logement et Hébergement,**

<table>
<thead>
<tr>
<th>DOMAINE</th>
<th>REFERENCES</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td><strong>Pilotage et animation des politiques sociales et du secteur Accueil Hébergement et Insertion</strong></td>
<td>- Loi n° 2909-323 du 25 mars 2009 de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion</td>
</tr>
<tr>
<td>- Présidence et animation du Comité de veille sociale</td>
<td>- Circulaire du 22 juillet 2014 relative à la procédure de traitement des situations de surendettement</td>
</tr>
<tr>
<td>- Présidence et animation de la commission départementale de Prévention des expulsions (C.C.A.P.E.X)</td>
<td>- Décret 29/11/2007</td>
</tr>
<tr>
<td>- Correspondances liées à l'animation du PDAI.HPD, à l'exception de celles adressées aux élus</td>
<td>- Loi du 24 mars 2014</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Présidence de la commission d'information et de sélection d'appel à projet social ou médico-social relevant de la compétence exclusive de l'État pour le département de Vaucluse</strong></td>
<td>L.313-1-1 à L.313-8 et R.313-1, L.471-2 et L.474-1 du code de l'action sociale et des familles</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Mise en œuvre de la loi DALO</strong></td>
<td>- Loi du 5 mars 2007 et du 25 mars 2009</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Gestion des procédures d'expulsion domiciliaire, à l'exclusion de la décision d'octroi du concours de la force publique</strong></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Marchés publics – Prestations de services et œuvres intellectuelles</strong></td>
<td>Code des Marchés publics</td>
</tr>
<tr>
<td>La signature des Marchés publics, ordre de service et toutes pièces contractuelles relatives aux fournitures courantes et de services et de prestations intellectuelles relevant des ministères chargés des affaires sociales, des solidarités et de la santé, du logement, de l'égalité des territoires et de la ruralité.</td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>
Accueil Hébergement et insertion en structures sociales

*Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens (CPOM)

Circulaire DGCSE/SD5C/2013/300 du 25 juillet 2013

*CADA :

Autorisations, extensions, renouvellements d'autorisation et visites de conformité

Art. L312-1 – L131-1-1 – L313-3 – L315-1 du code de l'action sociale et des familles
Art. L744-5 et de l'article R744-12 du Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile

Décision de mise en demeure de quitter les lieux

*CHRS

Autorisations, extensions, renouvellements d'autorisation et visites de conformité

Art. L312-1 - L313-1 à 9 - D313-2 - R313-7 à 7-3 du code de l'action sociale et des familles

Décision d'admission à l'aide sociale dans les CHRS et de prolongation de séjour–

* CPH

Autorisations, extensions, renouvellements d'autorisation et visites de conformité

Art L 312-1, L313-1, L313-3, L315-1 – R313-1 à R313-7-3 D313-11 à D313-14 du code de l'action sociale et des familles

*Tarification des établissements sociaux

-préparation des arrêtés de dotation globale et des décisions d'autorisation budgétaire des Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale et Centre d'accueil pour Demandeurs d'Asile

Arrêté de délégation de gestion annuel au titre des articles L 312-1, L 313-3, L 314-4 et R 314-36
Loi N°2002-2 du 2 janvier 2002
Décret du 23.03.2007
*Décision d'attribution, de refus, de suspension ou de retrait de l'agrément préfectoral d'associations du secteur AHI.

- Reconnaissance d'association déclarée à but exclusif d'assistance ou de bienfaisance

- Activités d'ingénierie sociale, financière et technique

- Activités d'intermédiation locative et gestion locative sociale

*Décisions d'attribution des crédits d'intervention dans le cadre de la loi contre les exclusions (conventions et arrêtés) et décisions d'attribution des crédits d'intervention dans le cadre de la politique de l'aide alimentaire.

Allocation logement temporaire (conventions) (en cours de transfert vers BOP 177).

Décisions d'attribution des crédits d'intervention du FNAVDL

Correspondances liées à la coordination et à l'animation des dispositifs de la politique AHI financés par l'État au titre du BOP 177, 303, 304 à l'exception de celles adressées aux élus

Correspondances liées à la gestion du BOP 177, 303 et 304, à l'exception de celles adressées aux élus


Art. L365-3 du code de la construction et de l'habitation.

Art. L365-4 du code de la construction et de l'habitation.

Loi N° 98-657 du 29 juillet 1998 relative à la lutte contre les exclusions (BOP 177, 303 et 304 action 14-2 Aide Alimentaire)

Article R851-1 à R 852-3 (du décret N° 93-336 du 12.03.1993) L512-1 du code de Sécurité Sociale

II Art. L441-2-3 et II Art. L301.1 du code de la construction et de l'habitation ainsi que l'Art. L365-1 de ce même code.

Instructions ministérielles (ministère des Solidarités et de la Santé) relatives à la gestion du programme des interventions et des crédits déconcentrés au titre de la politique du secteur AHI.

Loi du 4 mars 2014 

Instructions ministérielles relatives au pilotage des SIAO

Instructions ministérielles (ministère des Solidarités et de la Santé) relatives à la gestion des crédits déconcentrés des programmes des BOP 177, 303, 304 (action 14-2 Aide Alimentaire)
Titre 5 - Politiques Éducatives et de la Ville

DOMAINES

Correspondances liées à la coordination et à l'animation des dispositifs de la politique de la ville financés par l’État au titre du BOP 147, à l’exception de celles adressées aux élus

Correspondances liées à la gestion du BOP 104 (Intégration et accès à la nationalité française), à l’exception de celles adressées aux élus

Certificats administratifs de paiement des acomptes ou des soldes des subventions d'investissement de l'État

Gestion des postes du Fonds de Coopération pour la Jeunesse et l’Éducation Populaire relevant du contingent déconcentré

- décision d’affectation, de suspension ou de retrait de poste dans le cadre de la gestion du contingent déconcentré.

Agrément des associations de jeunesse et d’éducation populaire

- décisions d'attribution, de refus, de suspension ou de retrait de l’agrément préfectoral d’association de jeunesse et d’éducation populaire, en application des articles 3 et 5 du décret 2002-571 du 22 avril 2002 modifié.

Agrément des groupements sportifs

- décisions d'attribution, de refus ou de retrait de l’agrément préfectoral de groupement sportif en application des articles R 121-1 à R 121-6 relatifs à l’agrément des groupements sportifs.

REFERENCES

- instructions ministérielles (ministère chargé de la ville / commissariat général à l’égalité des territoires) relatives à la gestion du programme des interventions et des crédits déconcentrés au titre de la politique de la ville.

- instructions ministérielles (ministère de l'intérieur / DAEN) relatives à la gestion des crédits déconcentrés du programme 104

- instructions relatives à la dotation politique de la ville

- instructions ministérielles relatives à la gestion du contingent déconcentré des postes du FONJEP

- Art. 8 de la Loi n° 2001-624 du 17 juillet 2001 portant diverses dispositions d'ordre social, éducatif et culturel et du décret n°2002-571 du 22 avril 2002 modifié

- Art. L 121-4 du Code du Sport:
Signatures des arrêtés, contrats et conventions attributifs d'aide de l'État, ministères chargés de la jeunesse, des sports et de la vie associative dans les domaines suivants :

Au titre des actions en direction de la jeunesse et de la vie associative
- Arrêté d'attribution et notification de subvention de fonctionnement aux associations intervenant dans les domaines de la jeunesse et de l'éducation populaire ;
- Convention, annuelle ou pluriannuelle d'objectifs passée entre l'État et les associations, relative au développement de l'accès des enfants et des jeunes aux activités sportives, culturelles et de loisirs pour la mise en œuvre d'une politique éducative territoriale.

Au titre du développement des pratiques sportives :
- Convention, annuelle ou pluriannuelle, d'objectifs passés entre l'État et les groupements sportifs, clubs et comités départementaux sportifs.

Gestion de l'engagement de service civique
- les actes relatifs à l'instruction des demandes d'agrément au titre de l'engagement et du volontariat de service civique ;
- les décisions d'agrément pour les demandeurs exerçant une activité à l'échelon départemental ou local, à l'exception des décisions d'agrément concernant les collectivités locales, leurs établissements publics et les établissements publics de coopération intercommunale pour lesquels la décision d'agrément est réservée à la signature du préfet.

Gestion de la réserve civique
- décisions de l'autorité territoriale de gestion (préfet de département) à l'exception des conventions conclues avec une ou plusieurs collectivités territoriales instituant des réserves territoriales

Fonds de développement de la vie associative (FDVA)
- tous actes, correspondances et documents administratifs relatifs à l'instruction des demandes de subvention du FDVA, à la préparation et au suivi des programmations annuelles.

En application des directives nationales d'orientation et des programmes d'intervention des ministères chargés des sports, de la jeunesse et de la vie associative

Art. R. 121-35 du code du service national modifié par le décret n° 2016-137 du 9 février 2016 relatifs aux agréments d'engagement de service civique et de volontariat associatif.
Décret n° 2017-689 du 28 avril 2017 modifiant la partie réglementaire du code du service national relative au service civique

Article 4 de la Loi du 27 janvier 2017
Décret du 9 mai 2017 relatif à la réserve civique
ARRETE DU 07 SEPTEMBRE 2018

Portant subdélégation de signature de la directrice départementale de la cohésion sociale de Vaucluse pour l'ordonnancement secondaire des recettes et aux dépenses de la direction départementale de la cohésion sociale de Vaucluse, visées dans l’arrêté préfectoral du 04 juin 2018 donnant délégation de signature à Madame Christine MAISON, directrice départementale de la cohésion sociale de Vaucluse

La directrice départementale de la cohésion sociale de Vaucluse,

VU la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 modifiée relative aux lois de finances,

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions modifiée, notamment son article 34,

VU le décret n°62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique, notamment ses articles 5 et 100 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements, notamment ses articles 20 et 44.1,

VU le décret n° 2005-54 du 27 janvier 2005 modifié relatif au contrôle financier au sein des administrations de l'Etat,

VU le décret n° 2009-1484 du 3 décembre 2009 relatif aux directions départementales interministérielles,

VU le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 portant règlement général sur la comptabilité publique, abrogeant le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962,

VU le décret n°2012-1247 du 7 novembre 2012 portant adaptation de divers textes aux nouvelles règles de gestion budgétaire et comptable publique,
VU le décret du 09 mai 2018 publié au Journal Officiel du 10 mai 2018 portant nomination de M. Bertrand GAUME en qualité de préfet de Vaucluse,

VU l'arrêté du 30 décembre 1982 modifié portant règlement de comptabilité pour la désignation desordonnateurs secondaires et de leurs délégués, au ministère des affaires sanitaires et sociales,

VU l'arrêté du 7 janvier 2003 portant règlement de comptabilité pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués en ce qui concerne le budget de la jeunesse et de l'enseignement scolaire et le budget de l'enseignement supérieur,

VU l'arrêté du Premier ministre du 25 novembre 2015, publié au journal officiel du 27 novembre 2015, portant nomination de Madame Christine MAISON en qualité de directrice départementale de la cohésion sociale de Vaucluse à compter du 7 décembre 2015,

VU l'arrêté du Premier ministre du 12 mai 2018, publié au journal officiel du 15 mai 2018 portant nomination de Madame Judith HUSSON en qualité de directrice départementale adjointe de la cohésion sociale de Vaucluse à compter du 14 mai 2018,


VU l'arrêté préfectoral du 04 juin 2018 donnant délégation de signature à Madame Christine MAISON directrice départementale de la cohésion sociale de Vaucluse, responsable d'Unités Opérationnelles (UO), pour procéder à l'ordonnancement secondaire des recettes et des dépenses de l'État,

VU l'arrêté du 5 juin 2018 donnant subdélégation de signature de la directrice départementale de la cohésion sociale de Vaucluse,

**ARRETE**

**ARTICLE 1er** : Subdélégation est donnée à Madame Judith HUSSON, directrice départementale adjointe de la cohésion sociale de Vaucluse, pour l'ordonnancement secondaire des recettes et des dépenses de la direction départementale de la cohésion sociale de Vaucluse.

**ARTICLE 2** : En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Christine MAISON et de Madame Judith HUSSON, la même délégation est donnée à Monsieur Alain PAILLARD, inspecteur de la jeunesse et des sports de classe exceptionnelle.
ARTICLE 2 : En cas d’absence ou d’empêchement de Madame Christine MAISON et de Madame Judith HUSSON, subdélégation est donnée au profit des fonctionnaires dont les noms suivent :

- Monsieur Eric ROBERT, attaché d’administration de l’État, secrétaire général, à l’effet de procéder à l’ordonnancement secondaire des recettes et des dépenses de l’État des BOP suivants :
  - Contribution aux dépenses immobilières BOP 723
  - Conduite et soutien des politiques sanitaires et sociales BOP 124
  - Moyens mutualisés des administrations déconcentrées BOP 333
  - Entretien des bâtiments de l’État BOP 309
  - Protection maladie BOP 183

- Monsieur Maxime LAGLEIZE, inspecteur de l’action sanitaire et sociale, à l’effet de procéder à l’ordonnancement secondaire des recettes et des dépenses de l’État des BOP suivants :
  - Développement et amélioration de l’offre de logement (Actions en direction des gens du voyage) BOP 135
  - Handicap et dépendance BOP 157
  - Prévention de l’exclusion et insertion des personnes vulnérables (Aide sociale individuelle) BOP 177
  - Inclusion sociale, protection des personnes et économie sociale et solidaire (Protection juridique des majeurs ; protection et accompagnement des enfants, des jeunes et des familles vulnérables) BOP 304

- Madame Judith FRESCOT, attachée principale d’administration de l’État et, en cas d’absence ou d’empêchement, Monsieur Jean-Pierre BRAQUET, inspecteur de la jeunesse et des sports de 1ère classe, à l’effet de procéder à l’ordonnancement secondaire des recettes et des dépenses de l’État des BOP suivants :
  - Intégration et accès à la nationalité française BOP 104
  - Politique de la ville BOP 147

- Madame Brigitte PLANE, attachée principale d'administration de l'État et, en cas d'absence ou d'empêchement, Madame Samira ZAIDAN, inspectrice hors-classe de l'action sanitaire et sociale à l'effet de procéder à l'ordonnancement secondaire des recettes et des dépenses de l'État du BOP suivant :
  - Développement et amélioration de l'offre de logement BOP 135
- Madame Samira ZAÏDAN, inspectrice hors-classe de l'action sanitaire et sociale et, en cas d'absence ou d'empêchement, Madame Sabine CUEVAS, attachée d'administration de l'État, à l'effet de procéder à l'ordonnancement secondaire des recettes et des dépenses de l'État des BOP suivants :
  - Développement et amélioration de l'offre de logement BOP 135
  - Prévention de l'exclusion et insertion des personnes vulnérables BOP 177
  - Immigration et asile BOP 303
  - Inclusion sociale, protection des personnes (Aide alimentaire) BOP 304

ARTICLE 3 : Subdélégation est également donnée à Madame Laurence RIEU, secrétaire administrative de classe supérieure et Madame Nicole PASCAL, secrétaire administrative de classe normale, à l'effet de valider les actes au sein de l'outil CHORUS ;

ARTICLE 4 : L'arrêté du 5 juin 2018, donnant subdélégation de signature de la directrice départementale de la cohésion sociale de Vaucluse, est abrogé ;

ARTICLE 5 : Le secrétaire général de la préfecture de Vaucluse, la directrice départementale de la cohésion sociale de Vaucluse et les fonctionnaires désignés dans le présent arrêté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés et publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Vaucluse.

Avignon, le 07 septembre 2018

La directrice départementale
de la cohésion sociale de Vaucluse

[Signature]

Christine MAISON